

## TRADUCTION

F. 97 — 2433

[S - C - 97/36241]

**8 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement flamand  
modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 septembre 1994  
portant exécution du décret du 24 juillet 1991 relatif à l'aide sociale générale**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 24 juillet 1991 relatif à l'aide sociale générale, modifié par le décret du 23 mars 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 septembre 1994 portant exécution du décret du 24 juillet 1991 relatif à l'aide sociale générale, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 12 juin 1995, 16 juillet 1997 et 15 avril 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de modifier l'arrêté par suite de la situation budgétaire en 1997;

Sur la proposition du Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 77, premier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 septembre 1994 portant exécution du décret du 24 juillet 1991 relatif à l'aide sociale générale, est modifié comme suit :

"Il est alloué aux centres des types B et D, par tranche complète de six membres du personnel, exprimée en équivalents à temps plein et accordée avant le 1<sup>er</sup> février 1997, une subvention managériale de 500 000 F par an."

**Art. 2.** Dans l'article 95, § 4, du même arrêté, les mots "1995 et 1996" sont remplacés par "1995, 1996 et 1997".

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

**Art. 4.** Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 97 — 2434

[C - 97/29369]

**25 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant des mesures d'application des articles 80 et 82 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment les articles 80 et 82;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 août 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 septembre 1997;

Vu l'urgence motivée par le fait que les articles 80 et 82 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1997, qu'il importe dès lors que les Commissions zonales des inscriptions soient créées au plus vite pour rendre les avis requis pour permettre aux élèves exclus d'un établissement scolaire d'obtenir une inscription dans un autre établissement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre-Présidente ayant l'éducation dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Huit Commissions zonales des inscriptions sont créées en application de l'article 80 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre :

1<sup>o</sup> la Commission zonale de Bruxelles-Capitale;

2<sup>o</sup> la Commission zonale de la province du Brabant wallon;

3<sup>o</sup> la Commission zonale de la province de Liège;

4<sup>o</sup> la Commission zonale de la province de Namur;

- 5° la Commission zonale de la province de Luxembourg (et FBA);
- 6° la Commission zonale de l'arrondissement administratif du Hainaut occidental;
- 7° la Commission zonale de l'arrondissement administratif de Mons Centre;
- 8° la Commission zonale de l'arrondissement administratif de Charleroi-Hainaut-Sud.

**Art. 2.** Chaque commission zonale est composée d'un Président, de deux membres effectifs et de deux membres suppléants, désignés par le Ministre de l'Education parmi les chefs des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, y compris les Directeurs d'écoles fondamentales annexées, relevant de la zone concernée.

En cas d'empêchement du Président, le membre effectif qui a la plus grande ancienneté de fonction le remplace.

Un membre suppléant siège dans les cas suivants;

- 1°) en cas d'empêchement d'un membre effectif;
- 2°) lorsqu'un membre effectif remplace le Président;
- 3°) lorsque le Président ou un membre est le chef de l'établissement d'où a été exclu l'élève;
- 4°) lorsque le Président ou un membre est un parent de l'élève jusqu'au quatrième degré.

**Art. 3.** Les mandats sont d'une durée de deux ans maximum. Ils sont renouvelables. Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné est remplacé. Le remplaçant termine le mandat de son prédécesseur.

**Art. 4.** La Commission ne se réunit valablement que si le Président et les deux membres sont présents. Elle rend ses avis à la majorité.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Pour l'application de l'article 82 du décret du 24 juillet 1997 précité, lorsqu'elle n'a pas estimé nécessaire d'entendre l'élève, la Commission rend son avis dans les cinq jours ouvrables de la réception de la demande d'avis émanant de l'Administration.

§ 2. Lorsque la Commission estime nécessaire d'entendre un élève, elle rend son avis au plus tard le dixième jour ouvrable suivant l'audition.

Si l'élève est majeur, elle le convoque par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle l'entend au plus tôt le quatrième jour ouvrable qui suit la notification. Si l'élève ne se présente pas, la Commission dresse un procès-verbal de carence et le joint au dossier.

Si l'élève est mineur, elle le convoque, par lettre recommandée, ainsi que ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale. Elle les entend au plus tôt le quatrième jour ouvrable qui suit la notification. Si les personnes dûment convoquées ne se présentent pas, la Commission dresse un procès-verbal de carence et le joint au dossier.

L'envoi de la lettre recommandée visée aux alinéas 2 et 3 doit s'effectuer au plus tard le cinquième jour ouvrable qui suit la réception de la demande d'avis émanant de l'Administration.

**Art. 6.** Le Président dresse une liste annuelle des attestations de demande d'inscription qui lui sont transmises en vertu de l'article 80 du décret.

Le Président de la Commission zonale présente, avant le 31 octobre, un rapport des activités de la Commission au cours de l'année scolaire précédente devant les chefs des établissements d'enseignement relevant de sa zone. Il adresse une copie de ce rapport annuel au Ministre de l'Education et à l'Administrateur général.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

**Art. 8.** La Ministre-Présidente ayant l'éducation dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 septembre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'éducation,  
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 2434

[C - 97/29369]

**25 SEPTEMBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende aanstelling van de voorzitters, werkende leden en plaatsvervangers samenstellende de zonale inschrijvingscommissies die worden opgericht bij toepassing van de artikelen 80 en 82 van het decreet d.d. 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inz. op de artikelen 80 en 82;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 augustus 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 3 september 1997;

Gelet op de dringende noodzaak doordat de artikelen 80 en 82 van het decreet d.d. 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, op 1 september 1997 van kracht worden, dat het dan ook belangrijk is dat de zonale inschrijvingscommissies zo snel mogelijk in het leven worden geroepen om de gevraagde adviezen uit te brengen die de gelegenheid moeten geven aan de uit een schoolinrichting uitgesloten leerlingen om in een andere schoolinrichting te worden ingeschreven;

Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op de voordracht van de Minister-Voorzitter bevoegd voor onderwijs;  
Gelet op de beraadslaging van de Regering,

Besluit :

**Artikel 1.** Acht Zonecommissies worden in het leven geroepen bij toepassing van artikel 80 van het decreet d.d. 24 juli 1997 dat de taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren :

- 1° de Zonecommissie Brussel-Hoofdstad;
- 2° de Zonecommissie van de provincie Waals-Brabant;
- 3° de Zonecommissie van provincie Luik;
- 4° de Zonecommissie van provincie Namen;
- 5° de Zonecommissie van provincie Luxemburg (en B.S.D.);
- 6° de Zonecommissie van het administratief arrondissement West-Flenegouwen;
- 7° de Zonecommissie van het administratief arrondissement Bergen-Centrum;
- 8° de Zonecommissie van het administratief arrondissement Charleroi Zuid-Henegouwen.

**Art. 2.** Elke Zonecommissie bestaat uit een Voorzitter, twee werkende leden en twee plaatsvervangers, aangesteld door de Minister van Onderwijs onder de hoofden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen, met inbegrip van de hoofden van de toegevoegde basisscholen die onder de betrokken zone ressorteren.

Indien de Voorzitter wordt verhinderd, wordt hij vervangen door het werkend lid dat de grootste ambtsanciënniteit heeft.

Een plaatsvervanger zetelt in de volgende gevallen :

- 1° wanneer een werkend lid wordt verhinderd;
- 2° wanneer een werkend lid de Voorzitter vervangt;
- 3° wanneer de Voorzitter of een lid hoofd is van de inrichting waar de leerling uitgesloten is;
- 4° wanneer de Voorzitter of een lid verwant is met de leerling tot de vierde graad.

**Art. 3.** De mandaten hebben een duur van hoogstens twee jaar. Ze kunnen worden hernieuwd. Elk lid dat de hoedanigheid waarvoor hij werd aangesteld verliest, wordt vervangen. De plaatsvervanger beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

**Art. 4.** De Commissie kan slechts geldig vergaderen wanneer de Voorzitter en de twee leden aanwezig zijn.

**Art. 5.** § 1. Voor de toepassing van artikel 82 van bovenvermeld decreet d.d. 24 juli 1997 brengt de Commissie, indien ze het niet nodig acht de leerling te verhoren, haar advies uit binnen de vijf werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst van de adviesvraag uitgaande van het Bestuur.

§ 2. Wanneer de Commissie het nodig acht de leerling te verhoren, brengt ze haar advies uit uiterlijk op de tiende werkdag die op het verhoor volgt.

Indien de leerling meerderjarig is, wordt hij per aangetekende brief met bewijs van ontvangst opgeroepen. Ze verhoort hem ten vroegste op de vierde werkdag die op de kennisgeving volgt. Indien de leerling niet verschijnt, dan maakt de Commissie een proces-verbaal van niet-bevinding op en voegt het bij het dossier.

Indien de leerling minderjarig is, ontbiedt ze hem samen met de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, per aangetekende brief. Indien de behoorlijk opgeroepen personen niet verschijnen, maakt de Commissie een proces-verbaal van niet-bevinding op en voegt het bij het dossier.

Het opsturen van de in lid 2 en lid 3 bedoelde aangetekende brief moet ten laatste op de vijfde werkdag die op de ontvangst van de adviesaanvraag van het bestuur volgt, gebeuren.

**Art. 6.** De Voorzitter maakt een jaarlijkse lijst op van de attesten voor de inschrijvingsaanvragen die hem krachtens artikel 80 van het decreet overgezonden worden.

De Voorzitter van de Zonecommissie legt, vóór 31 oktober, een verslag voor van de werkzaamheden van de Commissie in de loop van het voorafgaande schooljaar aan de hoofden van de onderwijsinrichtingen die onder zijn zone ressorteren. Hij richt een afschrift van bedoeld jaarlijks verslag aan de Minister van Onderwijs en aan de Administrateur-generaal.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op de datum waarop het wordt ondertekend.

**Art. 8.** De Minister-voorzitter tot wier bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 september 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,

Mevr. L. ONKELINX